

Jacques BORENSZTEJN, instituteur rue A. Perret (13e)

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Pourquoi suis-je candidat du Parti des travailleurs ?

Je partirai des problèmes de l'école qui recoupent toutes les autres questions qui assaillent notre pays.

Je suis instituteur, laïque.

Mon métier est d'instruire et d'apprendre à lire, écrire, compter aux élèves.

IL N' Y A RIEN DE PLUS PRECIEUX QUE L'AVENIR DE LA JEUNE GENERATION

Que vous soyez parents d'élèves ou non, vous le savez, la situation de l'école ne cesse de se dégrader.

Mais il n'y a nulle fatalité à cela !

Savez-vous qu'en 5 ans, de 1988 à aujourd'hui, sur le seul 13e arrondissement, il y a eu 41 fermetures de classes et, pour la prochaine rentrée, 6 nouvelles fermetures sont annoncées ?

Savez-vous les conséquences dramatiques pour les enfants qui s'entassent dans les classes, et certains dans des classes à double niveau où l'on ne peut plus enseigner ?

J'ai personnellement 30 élèves dans ma classe de CM2, classe qui prépare directement l'entrée au collège. Chacun comprend que les élèves sont victimes d'une telle situation. Et savez-vous qu'à la rentrée de septembre 1992, 123 instituteurs suppléants de Paris ont été purement et simplement licenciés ? Et on ose nous dire que le chômage est une fatalité !

Qu'on ne me parle pas, lors de ces élections, d'une opposition entre la « droite arrogante » et la « gauche officielle » !

J'ai 35 ans, j'ai commencé mon métier d'instituteur sous le ministre Haby en 1975. Et depuis, il y a eu Beullac sous Giscard, Savary et Chevènement, sous le premier septennat de Mitterrand, Monory — l'actuel président du Sénat — sous le gouvernement Mitterrand-Chirac, et pour finir, Jospin et Lang.

Ils ont tous eu la même politique : fermer des milliers de classes en essayant de le justifier avec des arguments fallacieux alors que la seule vraie raison était, pour eux tous, de faire des économies sur le dos des enfants. Il n'y a rien de plus honteux que cela. Je ne l'accepte pas.

Au nom de la crise qui traverse le pays et de ce véritable cancer qu'est le chômage, on voudrait de toutes parts nous faire admettre, vous faire admettre, que l'école ne devrait plus être un lieu d'instruction et qu'il ne faudrait plus encombrer les enfants de *« connaissances inutiles »*. On nous parle du concret, l'école devrait se transformer en « lieu de vie » et nous, enseignants, devrions nous transformer en animateurs. Je récuse ce consensus qui va de la droite à la gauche officielle. L'école est là pour instruire, car instruire c'est construire.

On a beaucoup célébré le bicentenaire de 89. Mais pas du tout celui de 93, qui a pourtant instauré la République. Pourquoi cette gêne dans les sommets officiels ? Parce que la Constitution de l'An I de 1793 stipulait : *« L'instruction est le besoin de tous. La société doit favoriser de tout son pouvoir les progrès de la raison publique et mettre l'instruction à la portée de tous les citoyens. »*

Et pourquoi n'en parlent-ils plus ?

Parce que le programme de gouvernement que viennent de publier le RPR et l'UDF est le même que celui du CNPF, le même que celui qui a été mis en oeuvre par tous les gouvernements Mitterrand, et y compris le ministre Rigout (PCF) à l'époque : pour eux tous, plus besoin d'instruction, la panacée serait maintenant l'alternance école-entreprise, les stages en entreprise, et ce pour préparer la jeunesse aux petits boulots et à la précarité.

Vous êtes pour la plupart salariés, vous savez que les diplômes sont essentiels dans les conventions collectives et les statuts. Et c'est aujourd'hui une même politique que celle qui cherche à individualiser les salaires, à remettre en cause les garanties collectives, et celle qui veut priver les jeunes d'une véritable formation ouvrant le droit à un vrai emploi et un vrai salaire.

Je m'érige en faux contre ces « lieux communs » prétendument modernes qui nous ramènent en fait au siècle dernier, où les jeunes étaient sous la coupe des patrons. Des générations entières ont lutté pour préserver les enfants. Aujourd'hui, c'est uniquement pour des questions de rentabilité et de profit que l'on voudrait détruire les diplômes nationaux

et livrer les jeunes à l'alternance. Ainsi, dans le bâtiment, ils veulent envoyer 70 000 jeunes en stage en entreprise alors que 50 000 travailleurs de ce secteur sont menacés de licenciement.

Et qu'on ne me dise pas qu'il n'y a pas d'argent pour instruire les jeunes. Je suis laïque. 40 milliards ont été versés par le gouvernement à l'école privée. C'est une honte.

JE SUIS LAIQUE. JE LE RESTE.

Mes parents m'ont transmis l'héritage laïque auquel je reste attaché et qui se résume depuis plus d'un siècle dans cette formule : *« Fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée. »* De toutes parts, là aussi, il existe un consensus pour nous dire que la laïcité est dépassée. Ce consensus, c'est celui qui a amené tous les gouvernements successifs de la Ve République à verser chaque année toujours plus pour l'école privée pour arriver à ce chiffre faramineux de 40 milliards pour l'enseignement privé, à 90 % confessionnel.

Et ce consensus existe dans le 13e, au Conseil d'arrondissement où toutes les subventions aux écoles privées sont votées à **l'unanimité**.

La droite ? M. Toubon et Mme Coudert les ont proposées au vote.

La gauche ? MM. Le Guen et Quilès, en accord avec Lang-Cloupet, les ont votées. Et le PCF ? Mme Gisèle Moreau, que j'ai personnellement rencontrée dans une délégation d'instituteurs à sa permanence, m'a dit, pour justifier son vote également favorable, que le mot d'ordre laïque n'était plus adapté.

Et bien, moi, je reste laïque. Qu'on me comprenne bien. Je respecte la liberté de culte, parce que je respecte la liberté d'opinion. Mais l'école, financée par l'impôt du citoyen, ne doit pas avoir pour but d'imposer des dogmes à de jeunes consciences.

Je fais mienne la distinction de Victor Hugo entre éducation et instruction : *« L'éducation, c'est la famille qui la donne, l'instruction, c'est l'Etat qui la doit. De là cette évidence que l'éducation peut être religieuse et que l'instruction doit être laïque. Le domaine de l'éducation, c'est la conscience ; le domaine de l'instruction, c'est la science. »*

Ces fortes paroles étaient prononcées il y a près de 150 ans. Elles sont pour moi toujours d'actualité.

Qu'on confisque les 40 milliards versés à l'enseignement privé et l'école de la République pourra disposer des moyens dont elle manque cruellement.

IL EN VA DE L'ECOLE COMME DE TOUTES LES QUESTIONS

On nous dit c'est la crise. Mon suppléant, Daniel Gautier, est postier. Comme tous les postiers qui se sont mis en grève, il refuse les suppressions d'emplois car *« un préposé en moins, c'est un chômeur en plus »*.

Il n'y aurait pas d'argent pour défendre les services publics, pour la santé, pour les retraites, pour des logements sociaux ?

FAUX !

Qu'on confisque les 140 milliards livrés par le gouvernement aux spéculateurs pour prétendument « défendre le franc ».

Qu'on confisque les 35 milliards d'exonérations de charges sociales offerts par le gouvernement aux capitalistes de 1986 à 1991.

Et les moyens existeront pour un plan de relance de l'économie !

Que l'on restitue les 116 milliards de prêts bonifiés détournés par Euro-Disneyland avec la complicité du gouvernement et les milliers de logements sociaux nécessaires pourront être construits !

Telles sont les propositions du Parti des travailleurs et de ses 84 candidats dans le pays.

OUI, IL EXISTE UNE ISSUE !

Les travailleurs savent qu'il ne peut rien sortir de bon de ces élections car il ne peut rien sortir de bon d'un Parlement que la Constitution anti-démocratique de la Ve République réduit à n'être qu'une chambre d'enregistrement.

L'issue réside dans la démocratie abrogeant les institutions de la Ve République et non dans les prétendues réformes de celles-ci qui préservent l'essentiel.

L'issue, à l'heure où se développent les grèves et manifestations, réside dans l'unité des travailleurs et des organisations pour en finir avec cette politique au service exclusif des banques et des spéculateurs.

Et ce problème est mondial. Le 26 mars prochain, les métallurgistes et sidérurgistes de toute l'Allemagne vont converger en manifestation à Bonn parce qu'ils sont confrontés aux mêmes problèmes que nous. Voilà où est l'issue.

C'est pourquoi, en me présentant à ces élections, je vous invite à participer le 20 juin prochain à un rassemblement international contre les privatisations, au Zénith, où des délégations de 81 pays seront présentes.

L'issue est dans la lutte mondiale des peuples opprimés et des travailleurs exploités.

Jacques Borensztejn

Pour joindre le Parti des travailleurs sur le 13e arrondissement : Daniel GAUTIER, 14 villa d'Este, 75013 Paris.

Vu, le Candidat.

Imprimerie Infotec 2000, Paris